

## TRIBUNE

Collectif

## « Chaque minute, un enfant de moins de 5 ans meurt du paludisme dans le monde »

Cette maladie mortelle, évitable, continue à gagner du terrain, soulignent, à l'occasion de la Journée mondiale de lutte contre le paludisme, dans une tribune au « Monde », des scientifiques et des responsables associatifs, parmi lesquels Najat Vallaud-Belkacem, Jean-Luc Romero-Michel et Hélène Berger. Ils appellent le président français à augmenter la contribution au Fonds de solidarité.

Publié le 25 avril 2022 à 12h26 - Mis à jour le 25 avril 2022 à 16h57 | Lecture 6 min.

Article réservé aux abonnés

En 2020, sur les 241 millions de cas de paludisme déclarés, 627 000 personnes sont mortes de la maladie. Ce sont 14 millions de cas supplémentaires et 47 000 décès de plus qu'en 2019, comme le déclarait l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dans son rapport annuel publié en décembre 2021. Les femmes enceintes et les enfants de moins de cinq ans représentent 80 % des décès dus au paludisme. L'Afrique subsaharienne enregistre 95 % des cas de paludisme et 96 % des décès liés à la maladie.

Aujourd'hui, chaque minute, un enfant de moins de cinq ans meurt du paludisme dans le monde. Si cette maladie – transmise par la piqûre de la femelle infectée du moustique anophèle – décimait encore les enfants et les femmes enceintes en Europe ou en Amérique du Nord, les investissements dans la lutte contre le paludisme auraient sans nul doute été aussi rapides et massifs qu'ils ont pu l'être pour le Covid-19.

## Une maladie des pauvres

Ne nous leurrions pas. Il s'agit bel et bien d'une maladie des pauvres, qui affecte en très grande majorité les populations les plus éloignées des systèmes de santé. Éloignées géographiquement, en raison de discriminations persistantes, par manque de considération de la part des autorités locales, régionales, nationales, internationales.

Newsletter  
« LA REVUE DU MONDE »  
Chaque vendredi, les dix articles de la semaine qu'il ne fallait pas manquer. [S'inscrire >](#)

Des progrès ont pourtant été réalisés ces deux dernières décennies. Au début des années 2000, le paludisme entraînait la mort de près de 900 000 personnes. Mais depuis cinq ans, la lutte contre le paludisme stagne. Elle a même reculé, notamment en raison de la pandémie de Covid-19 qui a entravé le bon déroulement de l'approvisionnement des produits de lutte antivectorielle et perturbé les services de prévention.

**Lire aussi** | [Paludisme : « Pourquoi l'OMS recommande-t-elle un vaccin efficace à seulement 30 % ? »](#)

Dans les pays où la charge de paludisme est la plus élevée – principalement en Afrique subsaharienne –, les résultats tendent à diminuer. Ces régions font face à d'autres menaces, sanitaires, humanitaires, climatiques. Cette dernière nous préoccupe particulièrement. Les changements climatiques entraînent notamment la hausse des inondations et favorisent l'émergence des moustiques vecteurs de paludisme. Le réchauffement de la planète entraînera indubitablement une recrudescence et une propagation des maladies vectorielles, telles que le paludisme, dans certaines régions du monde.

Le Covid-19 a en outre fortement perturbé les programmes de lutte contre le paludisme. Dès le début de la pandémie, le Fonds mondial (*Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme*) a mis en œuvre un mécanisme de réponse à la crise sanitaire et a permis aux pays bénéficiaires de ses financements d'atténuer les impacts de la crise sur les programmes de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Au Niger et au Bénin, par exemple, plus de 8 millions de moustiquaires ont pu être distribuées au domicile des habitants, afin d'éviter les rassemblements en période de Covid-19.

## 18 milliards de dollars nécessaires

Le Fonds mondial fournit plus de la moitié des investissements internationaux consacrés à la lutte contre le paludisme dans le monde. Ses investissements dans les programmes de lutte antipaludique totalisent à ce jour environ 15 milliards de dollars (environ 13,95 milliards d'euros), afin de mener des actions de prévention à travers la distribution de matériel de lutte antivectorielle, de diagnostic et de traitement. Autant d'investissements qui ont montré leur efficacité et leur impact, puisque le taux de mortalité du paludisme a diminué de 47 % pendant la période 2002-2020 dans les pays où il investit.

En 2015, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté les Objectifs de développement durable et s'est engagée notamment à mettre fin au sida, à la tuberculose et au paludisme d'ici à 2030. Nous sommes aujourd'hui à moins de dix ans de ces objectifs, et nous sommes très loin de les atteindre.

**Lire aussi** | [« Nous avons les moyens d'en finir avec le paludisme »](#)

En septembre, les chefs d'Etat et de gouvernement et les donateurs privés se réuniront pour lever les ressources du Fonds mondial pour les trois années à venir. Le Fonds mondial a calculé que 18 milliards de dollars au minimum étaient nécessaires pour 2023-2025 afin de retourner sur la voie de l'élimination du sida, de la tuberculose et du paludisme d'ici à 2030, de renforcer les systèmes de santé et la préparation aux pandémies futures.

Seul un geste puissant de la part de la communauté internationale pourra permettre au Fonds mondial et à ses partenaires de continuer de répondre aux menaces sanitaires présentes et à venir. Les Etats-Unis ont donné le ton en promettant 2 milliards de dollars par an à partir de 2023, laissant entrevoir une contribution totale de 6 milliards pour les années 2023-2025, à condition que 12 milliards de dollars soient réunis par les autres donateurs.

## Un signal fort

En tant que deuxième donatrice historique et hôte de la précédente conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial, et actuelle présidente du Conseil de l'Union européenne, la France doit porter cet engagement multilatéral en rehaussant sa contribution et en s'assurant de la mobilisation de ses partenaires pour faire de cette reconstitution un succès. Elle doit démontrer sa détermination à une véritable coopération et solidarité internationales et son attachement à la réalisation des objectifs de développement durable en matière d'élimination du paludisme, du VIH, du sida et de la tuberculose.

**Lire aussi** | [Lutte mondiale contre le paludisme : « Accélérons le mouvement ! »](#)

La France doit envoyer un signal fort. Ne pas augmenter la contribution française au Fonds mondial aurait un coût insoutenable qui se compterait en vies sacrifiées.

Le Fonds mondial a sauvé 44 millions de vies depuis sa création. Aidons-le à en sauver des dizaines de millions de plus.

La Journée mondiale de lutte contre le paludisme est organisée le 25 avril.

Les signataires : Mike Attah, administrateur du Forum des organisations de solidarité internationale issues des migrations (Forim) ; Maelle Ba, responsable de la communication stratégique de Speak Up Africa ; Luc Barrouet, directeur fondateur de Solidarité sida ; Hélène Berger, directrice exécutive des Amis du fonds mondial Europe ; Patrick Bertrand, directeur exécutif d'Action santé mondiale ; Ousmane Bocar Diagana, président de l'Association pour la promotion de la langue et de la culture soninké et de la Confédération internationale des associations soninké ; Serge Breysse, directeur exécutif de Solthis ; Lamine Camara, secrétaire général de la Coordination des élus français d'origine malienne (Cefom) ; Sylvie Carillon, présidente du Centre régional d'information et de prévention du sida et pour la santé (Crips) Ile-de-France - Prévention santé sida ; Romain Da Costa, président du haut conseil des Béninois de l'extérieur (HCBE) et de l'association Au cœur de la diversité en Seine-Saint-Denis ; Demba Diabira, président du haut conseil des Maliens de France et d'Europe ; Waly Diawara, président d'Ensemble pour l'espoir et le développement (EED) ; Aurélie Gal-Régniez, directrice exécutive d'Equipop ; Hakima Himmich, présidente de Coalition PLUS ; Diawara Issa Mansega, secrétaire général adjoint du Bureau des communautés maliennes dans le monde et président du Bureau en France ; docteur Corine Karema, directrice par intérim de Partenariat RBM (Roll Back Malaria) pour en finir avec le paludisme ; Rosemary Mburu, coordinatrice de Global Fund Advocates Network (GFAN) Africa ; Olivia Ngou, coordinatrice mondiale de la Société civile mondiale pour l'élimination du paludisme (CS4ME) ; Maryline Noah, chargée de plaidoyer d'Impact santé Afrique ; Naomi Poppy Tshibola, présidente du Conseil des jeunes Congolais de la diaspora (CJCD) ; Jean-Luc Romero-Michel, président d'Elus locaux contre le sida (ELCS) ; Camille Spire, présidente d'Aides ; Najat Vallaud-Belkacem, directrice générale d'One France ; Mams Yaffa, fondateur d'Esprit d'ébène.

Signataires : <https://friendseurope.org/2022/04/19/liste-des-signataires/>

Collectif

Contribuer

Sélections Partage

## Dans la même rubrique

## Santé : « Le diagnostic souffre d'un handicap déconcertant : il ne coûte pas cher ! »

Entre le pari risqué de prescriptions « à l'aveugle » et l'échec annoncé des nouveaux antibiotiques, le consultant Jacques Marceau explique, dans une tribune au « Monde », que la réponse est dans la construction d'un nouveau business model, à l'opposé de celui qui a cours dans l'industrie pharmaceutique.



## « Monsieur Macron, vous pourriez devenir le président de la fin du sida, mais il faut agir dès maintenant »

TRIBUNE. Alors qu'il y a encore en France près de deux cent mille personnes séropositives, des chercheurs, des médecins, des infirmiers et des responsables d'associations, parmi lesquels Karine Lacombe, Camille Spire et Gilles PIALOUX, soulignent, dans une tribune au « Monde », que l'objectif de « 2030 sans sida » reste possible, à condition d'y mettre les moyens.



## Dans la Drôme, la médecine générale s'ouvre à un géant de la santé privé

Le groupe Ramsay Santé a ouvert, à Pierrelatte, son premier centre de santé en France et expérimente un nouveau mode de rémunération des médecins.



## Santé : les centres de la Croix-Rouge en Ile-de-France bientôt rachetés par Ramsay Santé

La filiale française du groupe australien devrait devenir propriétaire des six établissements de l'organisation humanitaire. Cette cession, justifiée par un déficit, suscite l'inquiétude parmi les personnels ainsi que dans les communes concernées.



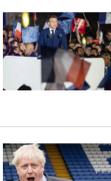
## Plus de petits en surpoids et en obésité : la crise sanitaire a eu un effet significatif sur la santé des enfants

Une étude menée auprès de la quasi-totalité des enfants de 4 ans du Val-de-Marne montre que la part des petits en surpoids et en obésité a augmenté en 2020-2021, lors de la crise due au Covid-19.



## Les infirmiers sont autorisés dès dimanche à vacciner les adultes sans prescription médicale

Une série de textes parus samedi au « Journal officiel » étendent également, dès dimanche, les prérogatives des pharmaciens et des sages-femmes.



## Derrière les cas d'hépatites aiguës infantiles d'origine inconnue, la piste des adénovirus

Plus de 100 cas d'hépatites sévères ont été détectés chez des enfants au Royaume-Uni. Des cas épars ont aussi été recensés aux Etats-Unis, en Espagne, en Irlande... mais pas en France. L'enquête se poursuit.



## « Quand, en démocratie, la moitié de l'opinion vote pour des partis antisystème ou s'abstient, la Constitution mérite d'être révisée »

« Notre démocratie fonctionne mal », constate dans un entretien au « Monde » la constitutionnaliste Marie-Anne Cohendet, qui défend l'organisation d'une convention citoyenne sur la démocratie et l'instauration d'un « référendum d'initiative citoyenne délibératif ».



## Contester la légitimité de l'élection présidentielle, un jeu dangereux

EDITORIAL. L'abstention et le vote barrage nourrissent l'idée qu'Emmanuel Macron serait trop mal élu pour gouverner. Des discours qui ébranlent les fondements de la démocratie représentative, quand il y aurait devant être de la repenser.



## « Le « malheur français » est apparu si profondément incrusté le 24 avril qu'il n'est pas excessif d'en appeler à la thérapie de groupe »

CHRONIQUE. Vertical et solitaire, Emmanuel Macron doit trouver les moyens de décrire et de rassurer la société. Beaucoup dépend de lui, mais tout ne dépend pas de lui.



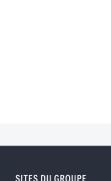
## Royaume-Uni : « Boris Johnson, un premier ministre indigne de sa fonction »

TRIBUNE. Aurélien Antoine, professeur de droit public et spécialiste du droit britannique, estime que le premier ministre britannique s'est fait une règle de mépriser l'Etat de droit.



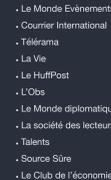
## « C'est carré comme en Corée », de la fascination des rappers pour la dictature au tic langagier

L'expression issue du rap faisait référence au régime nord-coréen. Décontextualisée, dépourvue de son « du Nord », elle a perdu de sa signification et s'emploie désormais de manière mécanique.



## « La guerre en Ukraine et les confinements de masse décidés en Chine sont des produits de l'autocratie »

CHRONIQUE. Attaque militaire d'un pays voisin, application stricte d'une politique zéro Covid... Vladimir Poutine et Xi Jinping sont les premiers responsables des « plus grands désastres du moment », estime dans sa chronique Alain Frachon, éditorialiste au « Monde ».



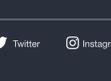
## Valérie Niquet : « La République populaire de Chine s'est enfoncée dans une inefficacité dangereuse »

La politiste juge, dans une tribune au « Monde », que la gestion zéro Covid adoptée par Pékin révèle la fragilité du régime. Cette politique suscite de graves mécontentements et se montre incapable de contenir le virus, faisant apparaître clairement, selon elle, que les dirigeants ne se soucient que de leur image.



## « La Suède offre un cas particulièrement intéressant de planification écologique »

TRIBUNE. Emmanuel Macron a récemment pris position en faveur de la planification écologique. Dans une tribune au « Monde », le sociologue et économiste Wojtek Kalinowski rappelle que la Suède est particulièrement à la pointe sur ce sujet, ce qui lui permet d'avoir l'un des meilleurs bilans en Europe en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre.



## Election présidentielle : l'alerte du vote RN des outre-mer

EDITORIAL. Dans ces territoires, Marine Le Pen a largement devancé Emmanuel Macron lors du second tour de l'élection, dimanche. Cet avertissement traduit l'échec du gouvernement à y tracer une perspective à la mesure des enjeux. Lutter contre cette défection nécessite une forte implication de l'Etat mais aussi des politiques locales.



## Services

## SERVICES LE MONDE

- Les ateliers du Monde
- Mémorable : travailler sa mémoire
- Mots croisés / Sudokus
- Résultats élections
- Gastronomie
- Gastronomie

## GUIDES D'ACHAT LE MONDE

- Appareil Photo instantané
- Meilleur Aspirateur Robot
- Meilleur anti-vélo

## CODES PROMO

- Codes promo
- Soldes

## LE MONDE À L'INTERNATIONAL

- Le Monde in English
- Algérie
- Belgique
- Canada
- Côte d'Ivoire
- Mail
- Maroc
- Sénégal
- Tunisie

## SERVICES PARTENAIRES

- Découvrir le jardinage
- Dictionnaire de citations
- Hits du moment
- Formation professionnelle

## SITES DU GROUPE

- Le Monde Evénements
- Courier International
- Télérama
- La Vie
- Le HuffPost
- L'Obs
- Le Monde diplomatique
- La société des lecteurs du Monde
- Talents
- Source Sûre
- Le Club de l'économie
- M Publicité
- Avis de décès dans Le Monde

## NEWSLETTERS DU MONDE

- Recevoir les newsletters du Monde

## APPLICATIONS MOBILES

- Sur iPhone | Sur Android

## ABONNEMENT

- Archives du Monde
- S'abonner
- Se connecter
- Consulter le Journal du jour

Événements abonnés  
Jeux-concours abonnés  
Contacter Le Monde